Le Cri de nos campagnes : là où les voix se rejoignent

20 OCTOBRE 2026

Le 13 octobre 2026, deux cents personnes ont assisté chez Agridées à l'avant-première du *Cri de nos campagnes*, premier chapitre de la collection *Une Vision pour la France*.

Après le film, quatre intervenants aux parcours différents ont débattu pendant cinquante minutes, sous les questions d'Ivar Couderc : un agriculteur (Bruno Cardot), un expert de l'agroalimentaire (Philippe Goetzmann), une vigneronne et ancienne députée européenne (Irène Tolleret), une élue régionale (Béatrice Moreau). Stéphane Layani, président du marché de Rungis, a pris la parole depuis la salle. Nous avions promis d'en restituer les convergences. Cet article en propose une lecture, sans prétendre à un consensus : personne n'a signé de déclaration commune. Ce qui suit met en regard les points de rencontre, les nuances et les désaccords exprimés au cours de la soirée.

La souveraineté comme point de départ

En ouvrant la soirée, Jean-Baptiste Millard, délégué général d'Agridées, a donné une définition de la souveraineté qui allait servir de boussole : « être souverain ne signifie pas tout produire chez soi ni fermer ses frontières. C'est garder la maîtrise de ses choix, réduire ses dépendances stratégiques et disposer des moyens de préparer l'avenir. » La souveraineté alimentaire, a-t-il ajouté, se construit dans la capacité des agriculteurs « à investir, à innover, à vivre de leur métier et à transmettre leur entreprise ».

Alexandre Farro, président du Trombinoscope, a ensuite soulevé un paradoxe que porte chacun des huit films de la collection : « Trouvez-vous normal que l'on importe et qu'on achète des produits que l'on s'interdit de fabriquer en France ? » Il a aussi précisé l'ambition du projet : faire converger les regards et les initiatives. À la cohésion, il préfère la convergence, parce qu'elle « nous amène dans une dynamique : on converge vers ». C'est cette recherche d'une direction commune qui a traversé la table ronde.

Des filières prises de court

Un premier constat traverse les interventions : les crises mettent à l'épreuve la capacité d'adaptation des filières. Face à la sécheresse de 2026 et à la crise au Moyen-Orient, Bruno Cardot, agriculteur dans l'Aisne, décrit une impréparation collective : « Je suis le premier maillon, mais nous tous ici, personne

n'est prêt ». Irène Tolleret, vigneronne en Pic Saint-Loup fait le même constat face aux très fortes chaleurs : « on n'est pas prêts du tout ». Béatrice Moreau, vice-présidente de la Région Grand Est, décrit le lait et le fourrage qui manquent, et des éleveurs qui se séparent déjà de leurs bêtes. Bruno Cardot résume cette fragilité par le cumul de trois aléas qui pèsent sur son revenu : le climat, la géopolitique et la réglementation. Selon lui, « tous les ans, on en aura au moins deux ».

Le paradoxe, vu des rayons

La baisse de la production française peut rester invisible pour le consommateur : les rayons, eux, continueront d'être approvisionnés. « La GMS mettra ce qu'il faut dans les rayons », prévient Béatrice Moreau. « Mais ça ne sera pas français. » Bruno Cardot le formule à sa manière : « Tout ce qu'on produit moins, ou ce qu'on ne produit plus, on l'importe. » Irène Tolleret exprime, pour sa part, une inquiétude sur les conséquences sanitaires de ces différences de production : « comme on va importer des produits qui ne sont pas faits pareil, ça va changer notre santé ».

Cesser d'ajouter des règles aux règles

La simplification réglementaire constitue l'un des principaux points de convergence, même si les arguments diffèrent. Plusieurs intervenants dénoncent les contraintes que la France ajoute aux règles européennes. Irène Tolleret, qui a siégé au Parlement européen, prend l'exemple des pesticides : si l'Union autorise une molécule, « il n'y a très sérieusement aucune raison objective » de l'interdire en France sans études supplémentaires. « Si un produit est dangereux en France, alors c'est au niveau européen qu'il faut l'interdire. » Béatrice Moreau parle du « choix français de surtransposer », Philippe Goetzmann de « lois de surtransposition, qui sont des protections ».

Stéphane Layani, passé par la Commission, va plus loin : « souvent, la France est à l'origine des réglementations européennes qui nous reviennent en boomerang ». Il appelle à « un grand mouvement de simplification administrative ». Bruno Cardot donne la mesure à l'échelle de son exploitation, « le réglementaire est un aléa sur ma ferme », et une image que la salle a retenue : « L'agriculture française est une Ferrari, une Formule 1. Mais on lui demande de rouler à 90 sur une départementale. Libérons les chevaux. »

Garder les usines près des champs

Autre point de rencontre : l'avenir de l'agriculture se joue aussi dans ses outils de transformation. « Le monde politique ne parle jamais d'industrie agroalimentaire. C'est un impensé total », lance Philippe Goetzmann. Sans elle, les débouchés de l'agriculture française deviennent les marchés internationaux. Béatrice Moreau le dit en une phrase : « Si vous n'avez pas de laiterie, vous n'avez pas de producteur laitier. » Irène Tolleret prend l'exemple de la betterave : moins de betteraves, moins de sucre, des sucreries qui ferment, et « quand la sucrerie est fermée, le temps industriel pour en reconstruire une, on ne l'a plus ». Le calendrier agricole et le temps industriel ne se confondent pas : la fermeture d'une usine peut fragiliser durablement toute une filière.

Le revenu d'abord

Bruno Cardot a posé une équation simple : un revenu, ce sont des volumes multipliés par un prix, moins des charges, et il faut agir sur les trois à la fois. Il y a ajouté un enjeu décisif, celui du renouvellement des générations : « si j'ai du revenu agricole sur ma ferme, déjà, je transmets ». Ses enfants travaillent ailleurs, parce qu'« il n'y a pas encore le revenu ». D'où sa formule : « Le revenu agricole, c'est d'abord la transmission. Et transmettre, c'est la souveraineté. » Cette nécessité de dégager des marges pour préparer l'avenir se retrouve dans plusieurs propositions. La Région Grand Est a défendu une année blanche bancaire, pour que les agriculteurs puissent « continuer à investir » malgré la sécheresse. Philippe Goetzmann voit dans la tension actuelle le moment de contractualiser avec l'aval, pour « garantir les investissements dans la durée ». Bruno Cardot a répondu d'un mot : « J'adhère à ça. »

N'attendre ni mai 2027, ni Paris

« Tout le monde attend mai 2027 », constate Bruno Cardot. « Mais arrêtons d'attendre. » Lui a décidé d'agir à son échelle : avec sa voisine, il a planté des vignes, parce que la demande locale en chardonnay était là. Béatrice Moreau défend le rôle de la Région pour donner « un cap » aux agriculteurs, et un accompagnement des polyculteurs-éleveurs sur leurs charges. Stéphane Layani élargit cette exigence d'action locale : « tout ça ne marchera que si on a un grand mouvement de décentralisation supplémentaire. On ne peut pas régler tout ça depuis Paris. »

Parler d'alimentation

Dernier fil : le lien entre ceux qui produisent et ceux qui mangent. Bruno Cardot ouvre sa ferme : « Moi, je n'ai rien à cacher. » Irène Tolleret propose de changer de mot, « agriculteur pour alimenteur », parce que « les agriculteurs, c'est notre alimentation ». Béatrice Moreau désigne un levier concret, la restauration collective, des cantines aux hôpitaux. Philippe Goetzmann nuance le diagnostic d'une rupture avec les consommateurs : le lien ne lui paraît pas plus distendu qu'ailleurs, et c'est à l'agriculture d'adapter son discours.

Là où ils divergent

Ces convergences ne doivent pas masquer les différences d'analyse. Sur l'origine, d'abord : Irène Tolleret défend une législation européenne sur l'origine des produits, déjà obtenue sur le miel. Philippe Goetzmann y voit le symptôme d'un pays qui multiplie labels et contraintes pour se protéger, et veut « rétablir la compétitivité et la capacité de conquête du pays ». Sur la protection ensuite : Bruno Cardot parle de « la protection des marchés », quand Philippe Goetzmann dénonce « un réflexe de protection » et Béatrice Moreau rappelle que « c'est aussi la force de la France d'être exportatrice ». Sur l'exception agricole enfin : Philippe Goetzmann veut en sortir et assumer que l'agriculture est « une activité productive comme il y en a d'autres » ; Irène Tolleret insiste sur le rôle essentiel des agriculteurs : « sans eux, la France n'existe pas ».

Les interventions se distinguent aussi par leur tonalité. Stéphane Layani a demandé de « regrouper les exploitations, grandir, et arrêter de pleurer », estimant qu'un discours de plainte détourne les jeunes du métier. Bruno Cardot avait dit plus tôt ce qu'il voit venir : « On disparaît, là. Vous n'allez rien voir. »

Le fil systémique

Reste ce qui relie le reste. Chacun, à sa manière, a refusé la solution unique. « Ce n'est jamais une solution, ce sont des solutions », dit Bruno Cardot. Irène Tolleret réclame « des études d'impact à 360 degrés dès qu'on fait une législation ». Stéphane Layani veut réfléchir « de façon systémique et globale ». C'est ce mot qu'Alexandre Farro a relevé en appelant Pierre Nougué, président d'ECOSYS Group, qui porte avec lui le déploiement de la collection.

Pierre Nougué en a fait le cœur de son intervention : « Si on veut changer la donne et passer à l'action, il faut avoir une vision systémique. » Longtemps, ce n'était pas techniquement possible ; l'IA est en train de tout changer, à condition de sortir des silos où chacun raisonne de manière linéaire. Sa méthode tient en une ligne : une vision décentralisée, partout sur le territoire, et la capacité de « faire le micro et le macro en même temps ». Aujourd'hui l'agriculture ; demain, a-t-il dit, la défense, la santé, la guerre des données : autant de chapitres de la collection.

Ici, on fait

Le dernier mot est revenu à Alexandre Farro, qui a repris le verbe employé d'un bout à l'autre de la table : « Vous avez tous évoqué la notion de faire. » Faire au sens des WorldSkills, « la capacité de porter le geste jusqu'à l'excellence ».

Pour ne pas s'arrêter à un documentaire et à une table ronde, il a lancé ce soir-là une campagne participative, distincte des films et qui n'engage pas leurs intervenants. Son nom tient dans sa dernière phrase : « voilà le mot de la fin, mais le mot du début d'une nouvelle aventure, parce qu'en France, on sait faire. Donc, ici, on fait. »

« Emparez-vous du sujet », a-t-il demandé à la salle. « Soyez fiers. Montrez-le. »

AVEC LES PARTENAIRES DU FILM

La Région Grand Est · LCP Assemblée nationale · l'Opinion · France Invest · ecosys Group

CENECA Centre national des expositions & concours agricoles · Salon international de l'agriculture · Concours général agricole Paris · agriDées Réfléchir · Partager · Avancer · Rungis Marché international

une production
LE TROMBINOSCOPE

unevisionpourlafrance.fr